



# IDENTITÉ EFFACÉE:

LES MUSULMANS DANS LES  
ZONES DE LA RÉPUBLIQUE  
CENTRAFRICAINE SOUMISES  
AU NETTOYAGE ETHNIQUE

**AMNESTY**  
INTERNATIONAL



Amnesty International est un mouvement mondial réunissant plus de sept millions de personnes qui se battent pour un monde où tous et toutes peuvent exercer leurs droits humains.

La vision d'Amnesty International est celle d'un monde où chacun peut se prévaloir de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres textes internationaux relatifs aux droits humains.

Essentiellement financée par ses membres et les dons de particuliers, Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, de toute tendance politique, de toute puissance économique et de tout groupement religieux.

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



L'édition originale en langue anglaise de ce rapport a été publiée en 2015 par Amnesty International Ltd  
Peter Benenson House  
1 Easton Street  
Londres WC1X 0DW  
Royaume-Uni

©Amnesty International 2015  
Index: AFR 19/2165/2015 French  
Original: anglais

Imprimé par Amnesty International, International Secretariat, Royaume-Uni  
Tous droits de reproduction réservés. Cette publication, qui est protégée par le droit d'auteur, peut être reproduite gratuitement, par quelque procédé que ce soit, à des fins de sensibilisation, de campagne ou d'enseignement, mais pas à des fins commerciales. Les titulaires des droits d'auteur demandent à être informés de toute utilisation de ce document afin d'en évaluer l'impact. Toute reproduction dans d'autres circonstances, ou réutilisation dans d'autres publications, ou traduction, ou adaptation nécessitent l'autorisation écrite préalable des éditeurs, qui pourront exiger le paiement d'un droit. Pour toute demande d'information ou d'autorisation, contactez [copyright@amnesty.org](mailto:copyright@amnesty.org)

*Photo de couverture:* La tombe de l'ancien chef de la communauté musulmane à Gadzi, tué par des milices anti-Balaka le 12 février à 2015 ©Amnesty International

# SOMMAIRE

RÉSUMÉ .....	5
Méthodologie .....	6
CONTEXTE .....	7
INSÉCURITÉ ET CIBLAGE DES MUSULMANS .....	9
Violence incessante et absence de protection .....	9
Le rôle de l'appartenance ethnique, des liens familiaux et de l'origine nationale.....	12
ATTEINTES AU DROIT À LA LIBERTÉ DE RELIGION .....	13
Conversions forcées au christianisme .....	14
La prière et d'autres pratiques religieuses interdites .....	16
Autres restrictions pesant sur l'identité musulmane.....	16
Destruction des mosquées .....	18
AUTRES ÉPREUVES .....	21
Perte du logement .....	21
Restrictions à la liberté de mouvement et capacité de travailler et de gagner sa vie .....	21
CONCLUSION .....	22
RECOMMANDATIONS .....	23



# RÉSUMÉ

**“Nous n’avons pas eu le choix : nous avons dû nous convertir au catholicisme. Les anti-balaka ont juré de nous tuer si nous ne le faisons pas.”**

- Un ancien musulman de la préfecture de Sangha-Mbaéré, âgé de 23 ans.

La minorité musulmane de la République centrafricaine a quasiment disparu d’une large bande du pays couvrant plus ou moins son tiers ouest. Début 2014, une violente vague de nettoyage ethnique, dont les conséquences continuent à se faire sentir lourdement, a déferlé dans cette région. Si dans quelques villes se sont formées des poches de communautés musulmanes protégées par les forces internationales de maintien de la paix, de nombreux villages et villes où vivaient auparavant d’importantes communautés musulmanes ont été vidés de leurs habitants musulmans. Les mosquées ont été gravement endommagées ou détruites, et l’appel du muezzin à la prière, qui autrefois faisait partie des sons familiers, s’est tu.

Mais ce sombre tableau masque une réalité plus complexe. En dépit de la quasi-invisibilité de la présence musulmane, un petit nombre de musulmans sont retournés dans leurs communautés, tout en évitant d’attirer l’attention. Lors d’une récente mission dans trois provinces de l’ouest de la République centrafricaine, des délégués d’Amnesty International se sont rendus dans 12 villes et villages où vivent actuellement des musulmans. Dans certaines localités, il n’y a qu’une poignée de musulmans, mais dans d’autres il y en a plus de 50.

Le plus grand problème que doivent affronter ces communautés musulmanes est l’absence de sécurité. Les milices armées anti-balaka qui ont violemment expulsé des dizaines de milliers de musulmans du pays l’année dernière continuent de détenir un important pouvoir. Les communautés musulmanes qui sont restées négocient implicitement ou explicitement les conditions de leur existence avec ces milices anti-balaka.

Il en coûte aux musulmans de ces zones pour survivre. Dans certains endroits, les milices

anti-balaka ont converti de force des musulmans au christianisme ou ont exercé sur eux de fortes pressions pour qu'ils se convertissent. À l'exception de quelques villes où stationnent les forces de maintien de la paix des Nations unies, dans d'autres parties de cette région on empêche de fait les musulmans de pratiquer ou de manifester ouvertement leur religion. Lorsque leur présence dans cette partie du pays est tolérée par les milices anti-balaka, cette tolérance implique une interdiction d'affirmer ouvertement leur identité musulmane ou leur foi en l'islam. Cela signifie qu'ils ne peuvent ni prier (si ce n'est en secret), ni porter les vêtements traditionnels musulmans ni reconstruire leurs mosquées (ce qui n'est pas le cas à Carnot et Bangui où de récents projets de reconstruction de mosquées ont vu le jour). Souvent ils n'osent même pas parler la langue qu'ils préfèrent à portée d'oreilles indiscrettes. Les membres des communautés majoritaires savent bien qu'ils sont musulmans, mais leur religion a été rendue invisible.

L'affiliation religieuse n'est évidemment pas le seul facteur en jeu. Plus précisément, la tolérance des milices anti-balaka à la présence des musulmans varie considérablement en fonction de l'appartenance ethnique ou nationale des musulmans et de leur degré de parenté ou d'autres liens avec la communauté chrétienne. Les musulmans appartenant à des groupes ethniques considérés comme autochtones – comme les Gbayas – ont plus de chances d'être autorisés à rester que les autres groupes. En revanche, les musulmans perçus comme des Tchadiens ou des Soudanais – immigrés ou bien enfants ou petits-enfants d'immigrés tchadiens ou soudanais en République centrafricaine – risquent davantage d'être perçus comme des ennemis.

“Les Arabes n'auront jamais le droit de revenir”, a déclaré un musulman en parlant des descendants des Tchadiens et des Soudanais. “Pour les anti-balaka, ils sont à tout jamais liés à la Séléka.”<sup>1</sup>

Plus de 30 000 musulmans mènent actuellement une vie étreinte dans les enclaves protégées de la République centrafricaine tandis que des dizaines de milliers d'autres ont dû se réfugier à l'étranger. Les communautés musulmanes assiégées et sans protection de l'ouest de la République centrafricaine sont par comparaison relativement petites – avec probablement moins de 500 personnes au total – mais elles revêtent une importance sans commune mesure avec leur taille. Le degré de sécurité et de liberté de religion dont elles jouissent constituera un important baromètre qui déterminera si les autres musulmans peuvent rentrer, ainsi que le moment et les conditions de ce retour. Il y a beaucoup à faire.

## METHODOLOGIE

Cette note traite de la situation des musulmans dans le tiers ouest de la République centrafricaine, région secouée par une violente vague de nettoyage ethnique de janvier à mars 2014<sup>2</sup>. En d'autres termes, elle porte sur la région comprise entre les villes de Damara,

---

<sup>1</sup> Propos recueillis par Amnesty International, Boda, 6 mai 2015.

<sup>2</sup> Une commission spéciale d'experts des Nations unies a défini le nettoyage ethnique comme étant une « politique délibérée conçue par un groupe ethnique ou religieux visant à faire disparaître, par le recours

Sibut et Kaga Bandoro d'une part, et la frontière camerounaise d'autre part, et examine les conditions qui prévalent dans les petits villages et villes où ne sont pas stationnées les forces internationales de maintien de la paix.

Et à l'intérieur de cette vaste région, ce document porte principalement sur la situation des musulmans vivant dans les préfectures de Mambéré Kadeï, Lobaye et Sangha-Mbaéré, dans lesquelles des délégués d'Amnesty International se sont rendus en novembre 2014 et mai 2015, mais elle comporte également des informations sur d'autres zones. Au cours de leurs missions de 2014 et 2015 dans le pays, les délégués d'Amnesty International se sont également rendus dans les préfectures d'Ombella-M'poko, d'Ouaka, de Kemo-Gribingui et d'Ouham. Cette note a été principalement établie sur la base d'entrevues avec plus de 60 musulmans de ces zones, complétés par des entretiens téléphoniques avec des dizaines d'autres personnes. Certains musulmans interviewés vivent maintenant dans des enclaves protégées, mais la plupart continuent à vivre dans leur communauté d'origine. Il s'agit en général d'entrevues individuelles, réalisées dans la mesure du possible en privé, et les personnes qui les ont menées ont comparé les témoignages afin de vérifier les informations. Tous les noms des personnes citées dans ce document ont été changés pour protéger leur identité.

Amnesty International s'est également entretenue avec des représentants locaux du gouvernement, des autorités religieuses, des représentants des Nations unies et des représentants d'organisations non gouvernementales (ONG), ainsi qu'avec des personnes appartenant à la majorité chrétienne dans les zones où habitaient des musulmans. Elle s'est entretenue avec plus de 85 personnes au total.

## CONTEXTE

La violence gratuite des forces de la Séléka, qui ont pris le pouvoir fin mars 2013 lors d'un coup d'État, a généré beaucoup de colère et de ressentiment. Perçue par de nombreux Centrafricains comme une force étrangère – formée de Tchadiens et de Soudanais – favorisant les membres de la minorité musulmane du pays, la Séléka a multiplié les atteintes aux droits humains : actes de torture, violence sexuelle, exécutions extrajudiciaires et

---

à la violence et à la terreur, des populations civiles appartenant à une communauté ethnique ou religieuse distincte de certaines zones géographiques [...] Il s'agit en l'occurrence d'occuper un territoire et d'expulser le groupe ou les groupes indésirables. » Rapport de la Commission d'experts des Nations unies établi conformément à la résolution 780 (1992) du Conseil de sécurité [27 mai 1994], en anglais. De nombreux experts ont conclu que les milices anti-balaka s'étaient livrées à un nettoyage ethnique en République centrafricaine. En particulier, la commission d'enquête internationale sur la République centrafricaine a conclu que « les anti-balaka avaient commis, dans les zones où vivaient des musulmans, de multiples crimes contre l'humanité ayant les caractéristiques du nettoyage ethnique ». Nations unies, Rapport final de la Commission d'enquête internationale sur la République centrafricaine, doc. ONU S/2014/928, 22 décembre 2014, p. 96 (en anglais).

disparitions forcées, entre autres.

Des milices anti-balaka constituées pour l'essentiel de chrétiens et d'animistes, soutenues – et dans une certaine mesure menées – par des membres des anciennes forces armées restées loyales à l'ancien président François Bozizé, se sont organisées pour combattre la Séléka. En septembre 2013, elles ont commencé à attaquer des communautés musulmanes, prétendument en représailles aux violences exercées par la Séléka contre les non musulmans<sup>3</sup>. Les attaques de la Séléka et des anti-balaka sur les civils se sont considérablement intensifiées en décembre 2013, tandis que l'animosité confessionnelle atteignait le summum. Les troupes françaises et celles de l'Union africaine (UA) déployées dans le pays en décembre ont limité le pouvoir de la Séléka, mais n'ont pas mis fin aux déprédations des anti-balaka<sup>4</sup>.

Michel Djotodia, le président alors en fonction, a démissionné le 10 janvier 2014 suite à de fortes pressions internationales. Immédiatement après sa démission, les forces de la Séléka ont commencé à se retirer de l'ouest du pays et à se regrouper dans leurs fiefs au nord et à l'est de Bangui. La vacance du pouvoir laissée par leur départ a été comblée par des milices anti-balaka dévastatrices, qui ont déclenché une violente vague de nettoyage ethnique pour contraindre les musulmans à quitter le pays<sup>5</sup>. Des milliers de musulmans ont été tués et des dizaines de milliers ont fui<sup>6</sup>.

Les forces internationales de maintien de la paix, d'abord sous l'égide de l'UA puis des Nations unies, ont permis une certaine stabilisation du pays mais ne sont pas parvenues à restaurer complètement la sécurité<sup>7</sup>. Aujourd'hui encore, les milices anti-balaka exercent une

---

<sup>3</sup> Le démantèlement officiel de la Séléka en septembre 2013 n'a eu aucun impact significatif sur ses activités. Pour simplifier la lecture de ce document, Amnesty International désigne ce groupe sous le nom de Séléka (et non d'« ex-Seleka »).

<sup>4</sup> En 2010, une force de maintien de la paix limitée, d'abord appelée Mission de consolidation de la paix en République Centrafricaine (MICOPAX), ou force multinationale de l'Afrique centrale (FOMAC), a dans un premier temps été autorisée à intervenir sous l'égide de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC). À la mi-décembre 2013, cette force a été restructurée et placée sous l'égide de l'UA, dénommée Mission internationale de soutien à la Centrafrique (MISCA), et ses effectifs ont été amplement renforcés. Au début de ce mois, des forces françaises, quelques centaines de soldats, avaient également été déployées en République centrafricaine dans le cadre de l'opération *Sangaris*.

<sup>5</sup> Amnesty International, *République centrafricaine. Nettoyage ethnique et tueries intercommunautaires* (AFR 19/004/2014).

<sup>6</sup> Voir Krista Larson, "More than 5,000 dead in Central African Republic", *Associated Press*, 12 septembre 2014 ; Nations unies, Rapport final de la Commission d'enquête internationale sur la République centrafricaine, doc. ONU S/2014/928, 22 décembre 2014, p. 19 et 127 (en anglais).

<sup>7</sup> Le 15 septembre 2014 les forces de l'UA ont été intégrées à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) et leurs effectifs ont été renforcés. La MINUSCA, dont le mandat prévoit un effectif de 10 750 militaires et 2 120 policiers, dispose actuellement d'environ 8 300 militaires et 1 500 policiers. Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine, Faits et chiffres, 31 mars



emprise considérable sur les zones que les forces de la Séléka ont quittées. Le gouvernement de la République centrafricaine n'a pas encore rétabli son autorité sur l'ensemble du pays. Les forces armées internationales sont insuffisantes et, selon de nombreuses sources, on les voit pour la plupart passer plus de temps dans leurs casernes que mener des patrouilles. Les autorités gouvernementales et religieuses locales de plusieurs zones isolées ont déclaré à Amnesty International qu'elles avaient rarement vu les casques bleus l'année précédente.

# INSÉCURITÉ ET CIBLAGE DES MUSULMANS

## VIOLENCE INCESSANTE ET ABSENCE DE PROTECTION

Début 2014, alors que le nettoyage ethnique se poursuivait avec violence, quelques musulmans à la recherche de sécurité se sont regroupés dans des enclaves protégées par les forces internationales de maintien de la paix, dont la plupart existent encore. Actuellement plus de 30 000 musulmans vivent dans sept enclaves situées dans l'ouest de la République centrafricaine (PK5 à Bangui, Boda, Yaloke, Carnot, Berberati, Bouar et Dekoa), où les forces internationales de maintien de la paix continuent à les protéger<sup>8</sup>.

À l'extérieur de Bangui, où l'on trouve de très nombreuses troupes de maintien de la paix, et des villes où stationnent ces troupes, dans l'ouest de la République centrafricaine les musulmans ne sont que peu ou pas protégés des milices anti-balaka et des autres forces dites d'autodéfense. Si les musulmans peuvent rester dans leurs villes et villages, c'est parce que la communauté locale et plus particulièrement les milices armées le leur permettent.

---

2015.

<sup>8</sup> Ces enclaves sont très différentes les unes des autres par leur taille, leurs conditions, etc. L'enclave PK5 s'étend sur plusieurs kilomètres carrés et abrite plus de 20 000 personnes ; celle de Boda abrite également plusieurs milliers de personnes. Les autres sont plus petites par leur taille et leur population. Les enclaves de Carnot et Berberati, par exemple, toutes deux situées dans l'enceinte de propriétés de l'Église catholique, n'abritent chacune que quelques centaines de personnes ; dans celle de Bouar il y a 1 600 personnes ; dans celle de Dekoa 70 seulement. Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Operational Update, Central African Republic, avril - mai 2015.

Un groupe de musulmans, qui a atteint 60 personnes à un moment donné, vit également dans le camp de la MINUSCA à Mbaiki (préfecture de Lobaye, région du sud-ouest). Mais avec le temps, la plupart des musulmans de Mbaiki ont quitté ce camp pour s'installer dans la ville ; une douzaine de personnes seulement restent aujourd'hui dans ce camp (propos recueillis par Amnesty International, Mbaiki, 6 mai 2015). Il n'est pas inutile de souligner que, pour des musulmans, il est beaucoup plus sûr de vivre dans une ville où stationnent des forces de la MINUSCA que dans une ville où il n'y en a pas. Pourtant dans la plupart des villes et villages où vivent des petits groupes de musulmans, il n'y a pas de casques bleus et leurs visites sont rares.

Certains musulmans avec lesquels Amnesty International s'est entretenue ont dit qu'ils étaient « protégés » par les milices anti-balaka locales ; en fait, certains ont payé des sommes considérables pour obtenir cette protection. D'autres avaient des parents chrétiens – cousins ou belle-famille – qui faisaient pression en leur nom sur des membres des groupes armés.

Presque tous les musulmans avec lesquels Amnesty International s'est entretenue avaient fui dans la brousse dès les premières attaques des anti-balaka sur leurs villages. Certains avaient passé quelques jours dans la brousse avant de rentrer chez eux ; d'autres y avaient passé des semaines ou des mois.

« Toute ma famille s'est enfuie dès que les premiers anti-balaka sont arrivés », se souvient Moussa J., de Guen, dont le père était un musulman converti et la mère une chrétienne<sup>9</sup>. « Nous avons passé deux semaines dans la brousse, puis nous avons été capturés et pris en otage par les anti-balaka. Ensuite, mon cousin a négocié notre libération et nous avons pu rentrer chez nous. Nous avons payé 50 000 francs CFA pour ne pas être tués<sup>10</sup>. » La milice anti-balaka qui est venue à Guen en février 2014 avait déjà massacré plus de 70 musulmans en quelques jours<sup>11</sup>.

En dépit de leur libération, Moussa J. et sa famille continuent à recevoir des menaces de mort et à être harcelés. « Nous devons payer sans arrêt les anti-balaka. Et un jour il ne nous est plus resté d'argent. Comme les chrétiens de ma famille m'aimaient beaucoup, ils ont continué à négocier avec les anti-balaka pour me sauver. »

L'intensité des violences dans l'ouest de la République centrafricaine a culminé en mars 2014 et au cours des 12 derniers mois, la sécurité s'est peu à peu améliorée. Mais les musulmans qui ont pris le risque de rester dans cette région demeurent extrêmement vulnérables. Quelques-uns ont été tués et beaucoup ont dû fuir, encore tout récemment.

« Les anti-balaka ont tué mon mari », a déclaré Fatima A., dont l'époux a été tué à Gadzi (préfecture de Mambéré Kadeï) le 12 février 2015<sup>12</sup>. Quelques mois plus tôt, vers octobre 2014, son frère avait été tué par le même groupe.

Cinq combattants anti-balaka se sont présentés à la porte de Fatima à quatre heures du matin, la nuit où ils ont tué son mari, un boulanger considéré comme le chef de la communauté haoussa de Gadzi. Ils ont tiré sur son mari devant elle et ont laissé son corps. Sa famille l'a enterré aux abords de la concession familiale. Comme il n'y a pas de police à Gadzi, il n'y a jamais eu d'enquête sur ce meurtre.

---

<sup>9</sup> Propos recueillis par Amnesty International, Guen, 12 mai 2015. Les noms des personnes interviewées ont été modifiés afin de protéger leur identité.

<sup>10</sup> 50 000 francs CFA équivalent à environ 76 euros.

<sup>11</sup> Human Rights Watch, *République centrafricaine : Des massacres perpétrés dans des villages reculés*, 3 avril 2014.

<sup>12</sup> Propos recueillis par Amnesty International, Gadzi, 11 mai 2015.

Les anti-balaka qui ont tué le mari de Fatima ont également tenté de tuer le mari de sa sœur, Adama A., âgé de 64 ans, qui vivait avec la famille à Gadzi. Il a réussi à s'enfuir la nuit où son beau-frère a été tué, mais il a dû se cacher à l'intérieur de la propriété familiale pendant deux semaines, jusqu'à ce que les troupes de la MINUSCA passent dans le village et l'emmènent ailleurs. Quand Amnesty International s'est entretenue avec Fatima, en mai, elle-même et d'autres membres de sa famille se demandaient encore s'ils devaient fuir ou non. Ils avaient décidé de rester à Gadzi jusqu'aux récoltes, mais d'envoyer leurs enfants dans l'enclave musulmane de Carnot.

Les éleveurs peulhs de la région ont été confrontés à des problèmes spécifiques, car ils ont perdu leurs animaux et, dans certains cas, ils ont été piégés dans des villages isolés<sup>13</sup>. Amnesty International s'est entretenue avec cinq éleveurs peulhs qui ont été secourus par les soldats de la MINUSCA des petits villages des préfectures d'Ombella-M'Poko et Mambéré-Kadeï et conduits dans l'enclave musulmane de Yaloke en avril et mai 2015<sup>14</sup>. Tous avaient traversé de grands dangers et des épreuves considérables, notamment pendant les premiers mois de 2014, et aucun d'eux n'avait la liberté de sortir des villages où ils vivaient<sup>15</sup>. Cependant, il était clair que les relations des éleveurs avec les communautés majoritaires et les milices anti-balaka étaient très différentes d'un village à l'autre. Certains avaient essentiellement été pris en otage et terriblement maltraités, d'autres avaient le sentiment d'avoir été protégés par les gens qui étaient leurs amis<sup>16</sup>.

---

<sup>13</sup> Voir Human Rights Watch, *République centrafricaine : Les musulmans sont pris au piège dans des enclaves*, 22 décembre 2014 ; Human Rights Watch, *République centrafricaine : Des musulmanes sont retenues en captivité et violées*, 22 avril 2015.

<sup>14</sup> Le commandant des forces bangladaises faisant partie du contingent de la MINUSCA a déclaré à Amnesty International que ses troupes avaient mené quatre opérations pour transférer au total 79 musulmans des villages de Lambi, Pondo et Mbaina, par exemple, à Yaloke. Propos recueillis par Amnesty International auprès du major Jashimuddin, Bossembele, 15 mai 2015. Le HCR a évoqué le chiffre de 91 personnes. HCR, Operational Update, Central African Republic, avril - mai 2015.

<sup>15</sup> Ils ont tous fait des récits terribles sur la manière dont ils avaient échappé à la mort au plus fort du nettoyage ethnique, début 2014. Propos recueillis par Amnesty International, Yaloke, 16 mai 2015.

<sup>16</sup> Voir Human Rights Watch, *République centrafricaine : Des musulmanes sont retenues en captivité et violées*, 22 avril 2015 (description des viols et meurtres). Mais tous les musulmans vivant dans ces villages ne souhaitaient pas les quitter, ce qui atteste de la complexité de la situation. Après un entretien individuel avec des employés du HCR, certaines personnes ont décidé de rester. Propos recueillis par Amnesty International auprès d'un représentant du HCR, Bangui, 18 mai 2015. Plusieurs musulmans sont restés dans les villages de Donboro, Zaoroyanga et Mbaina, par exemple, alors même que la MINUSCA leur avait proposé de les conduire en toute sécurité à Yaloke. Et l'un des chrétiens habitant à Zaoroyanga était si préoccupé par la sécurité d'un musulman qui avait décidé de partir (pour des raisons économiques) qu'il a accompagné son ami musulman jusqu'à Yaloke. « Il m'a hébergé chez lui, il m'a nourri, il m'a donné tout le nécessaire », se souvient l'autre homme, attendri. Propos recueillis par Amnesty International, Yaloke, 16 mai 2015.

## LE ROLE DE L'APPARTENANCE ETHNIQUE, DES LIENS FAMILIAUX ET DE L'ORIGINE NATIONALE

Amnesty International a constaté que l'appartenance ethnique, les liens familiaux et l'origine nationale des musulmans déterminaient en grande partie leur capacité à rester ou non rester avec un minimum de sécurité dans leur ville ou village d'origine. Certains groupes ethniques et nationaux sont relativement bien perçus, tandis que d'autres continuent à rencontrer une forte hostilité.

Moussa J., originaire de Guen, a expliqué que, l'année dernière, son ascendance ethnique avait amplement facilité sa libération et celle de sa famille par les anti-balaka qui le retenaient en otage. « Les gens savaient que ma mère était une Centrafricaine chrétienne, une Gbaya. Ils ont dit : “Nous ne pouvons pas le tuer<sup>17</sup>”. »

Amnesty International a constaté qu'une proportion importante des musulmans ayant pu rester dans leur ville ou village avaient une mère chrétienne originaire de la région et qu'on les considérait par conséquent moins comme des « étrangers » que d'autres musulmans. Les musulmans descendant de Maliens et de Sénégalais semblaient également mieux acceptés que ceux ayant d'autres origines, car on considérait qu'ils étaient restés relativement neutres sous le régime de la Séléka<sup>18</sup>. En revanche, les musulmans d'origine tchadienne ou soudanaise, tout comme les éleveurs mbororos dans une moindre mesure, étaient largement perçus comme des complices des exactions de la Séléka<sup>19</sup>. Comme ce sentiment est largement partagé et que l'on fait porter aux communautés tchadiennes, soudanaises et mbororos une culpabilité collective, leur réintégration pose des problèmes beaucoup plus importants.

« Jamais ! » a répondu un important homme d'affaires chrétien à Gadzi quand on lui a demandé si des musulmans tchadiens ou soudanais pourraient revenir<sup>20</sup>. Beaucoup d'autres ont dit la même chose avec la même véhémence. En fait, même d'autres musulmans ont affirmé que les perspectives de retour des descendants de Tchadiens ou de Soudanais dans

---

<sup>17</sup> Propos recueillis par Amnesty International, Guen, 12 mai 2015.

<sup>18</sup> Cette discrimination entre groupes ethniques était encore plus évidente pendant le nettoyage ethnique de 2014. Tous les musulmans étaient en grand danger, mais les musulmans maliens et sénégalais étaient moins ciblés que les musulmans tchadiens et soudanais. Par exemple, dans la ville de Bouguere, où des dizaines de musulmans ont été tués le 10 février 2014, les membres des milices anti-balaka responsables du massacre ont permis à des Maliens entassés dans un grand camion de s'échapper. Mais quand ils ont trouvé un jeune homme qui leur a semblé arabe, ils l'ont traîné hors du camion et l'ont tué.

<sup>19</sup> Remarque terminologique : les termes « Peulh » et « Mbororo » sont jusqu'à un certain point interchangeables, car ils désignent les pasteurs traditionnellement nomades ou semi-nomades (les termes « Fulani » et « Fulbé » désignent également ce groupe ethnique). Toutefois certains Peulhs ne sont plus des pasteurs : ils sont devenus commerçants, et certains d'entre eux se présentent comme des Peulhs sédentaires. L'hostilité envers les Peulhs de la République centrafricaine a tendance à se focaliser sur les éleveurs peulhs, que l'on désigne souvent sous le terme « Mbororo ».

<sup>20</sup> Propos recueillis par Amnesty International, Gadzi, 11 mai 2015.

ces zones rurales étaient faibles<sup>21</sup>.

L'appartenance ethnique et l'apparence des musulmans – s'il est possible de les identifier comme des musulmans – affectent également beaucoup leur liberté de mouvement. Les musulmans qui ressemblent à d'autres membres de la communauté plutôt qu'à des Arabes ou à des Peulhs sont plus libres de se déplacer dans l'ensemble du pays<sup>22</sup>.

## ATTEINTES AU DROIT À LA LIBERTÉ DE RELIGION

En dehors des quelques enclaves protégées (et dans une moindre mesure de certains quartiers de Bangui), l'absence de sécurité, dans la vaste zone de l'ouest centrafricain étudiée par Amnesty International, empêche les musulmans de pratiquer ou de manifester ouvertement leur religion. Dans la mesure où leur présence est tolérée par les milices anti-balaka, ils ne peuvent pas afficher leur identité religieuse ou leur foi en l'islam. Ils ne peuvent ni prier (si ce n'est en secret), ni porter les vêtements traditionnels musulmans, comme la djellaba (boubou) pour les hommes, ni reconstruire leurs mosquées.

Ces restrictions sont déraisonnables et injustifiées. La République centrafricaine a l'obligation, au regard du droit international, de respecter et de protéger le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, notamment le droit de pratiquer ouvertement sa religion sans interférence arbitraire<sup>23</sup>.

---

<sup>21</sup> Propos recueillis par Amnesty International dans de nombreux villages et villes de l'ouest de la République centrafricaine, novembre 2014 et mai 2015.

<sup>22</sup> Propos recueillis par Amnesty International dans de nombreux villages et villes de l'ouest de la République centrafricaine, novembre 2014 et mai 2015.

<sup>23</sup> Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), art. 18 ; voir également la Déclaration universelle des droits de l'homme, art. 9 et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, art. 8. Le fait que ces restrictions soient imposées par les milices anti-balaka et non directement par le gouvernement de la République centrafricaine ne dispense pas celui-ci de ses responsabilités, car le gouvernement a l'obligation de veiller à ce que toute personne puisse exercer ses droits humains sans discrimination, y compris son droit à la liberté de religion. Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, Assemblée générale des Nations unies, doc. ONU A/RES/36/55 [1981], art. 4 (lequel dispose que « les États prendront des mesures efficaces pour prévenir et éliminer toute discrimination fondée sur la religion ou la conviction, dans la reconnaissance, l'exercice et la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans tous les domaines de la vie civile, économique, politique, sociale et culturelle ».)

## CONVERSIONS FORCÉES AU CHRISTIANISME

Dans au moins cinq villes et villages de l'ouest de la République centrafricaine, des musulmans se sont convertis au christianisme sous la pression, entre autres sous la menace de mort. Ils ne sont pas très nombreux – quelques dizaines, et non des centaines – mais le problème est extrêmement grave. Il est révélateur d'une intolérance frappante et injustifiée à l'égard de la pratique de l'islam.

Omaru F., qui travaille comme mineur dans une mine de diamants, a décrit la conversion forcée de 10 personnes à Bania, village de la préfecture de Mamberé Kadeï<sup>24</sup>. Il a raconté que des milices anti-balaka venus des villes de Carnot et Bouar avaient attaqué Bania en février 2014, tuant deux chefs musulmans âgés et obligeant les autres musulmans restés dans le village à fuir dans la forêt et à se cacher en petits groupes<sup>25</sup>. Il a précisé que quelques semaines plus tard le chef du village et un pasteur protestant étaient allés informer les musulmans dans la forêt que s'ils ne revenaient pas, les milices anti-balaka les pourchasseraient et les tueraient. Mais pour retourner au village, ils devraient se convertir au christianisme.

Après leur baptême, cérémonie établissant leur conversion à l'Église apostolique, à laquelle assistait le chef du village, les musulmans « devaient montrer aux anti-balaka [leur] acte de baptême pour ne pas être tués », a déclaré Omaru. Et il a ajouté qu'en dépit de son baptême il n'acceptait pas la religion chrétienne dans son cœur et que le harcèlement confessionnel avait continué, c'est pourquoi il avait fui à Berberati un mois plus tard. Des musulmans ont déclaré à Amnesty International en mai 2015, à Bania, que depuis lors la situation s'était quelque peu améliorée, mais qu'ils étaient encore parfois menacés par les milices anti-balaka venant d'autres villages et que plusieurs d'entre eux restaient chrétiens pour des raisons de sécurité<sup>26</sup>.

Les musulmans d'une ville moyenne de la sous-préfecture de Bambio (préfecture de Sangha-Mbaéré) ont fait un récit semblable<sup>27</sup>. Jusqu'en 2014, plus de 120 musulmans vivaient dans cette ville, qui était un pôle commercial dynamique. Mais quand les anti-balaka ont attaqué la zone, la communauté musulmane dans sa presque quasi-totalité a fui. Aujourd'hui il ne reste de cette communauté que quatre frères et trois sœurs, âgés de 15 à 23 ans.

Ces jeunes sont nés en République centrafricaine, comme leur père (leur grand-père paternel

---

<sup>24</sup> Propos recueillis par Amnesty International, Berberati, 10 mai 2015.

<sup>25</sup> Selon plusieurs sources originaires de Bania, les anti-balaka ont tué Souleiman, responsable de la communauté musulmane, 75 ans, et Mamaïssa (ou Mahamat), un ancien imam âgé de 90 ans. La majorité des musulmans de Bania avait fui avant l'arrivée des anti-balaka. Propos recueillis par Amnesty International, Bania, 8 mai 2015.

<sup>26</sup> À Bania, des musulmans ont indiqué que les anti-balaka locaux se montraient relativement tolérants – et parfois même protecteurs – mais que ceux qui venaient d'ailleurs étaient beaucoup plus dangereux. Propos recueillis par Amnesty International, Bania, 8 mai 2015.

<sup>27</sup> Amnesty International ne révèle pas le nom de cette ville pour éviter que ses sources ne subissent des représailles.

étant né au Tchad). Pourtant s'ils ont pu rester dans cette ville quand les autres musulmans l'ont quittée, c'est uniquement parce que leur mère était chrétienne et parce qu'ils avaient de nombreux cousins chrétiens qui les ont cachés et protégés. Mais pour être autorisés à rester ils n'ont eu d'autre choix que de se convertir au catholicisme.

« Nous n'avons pas eu le choix : nous avons dû nous convertir au catholicisme », a déclaré l'aîné à Amnesty International. « Les anti-balaka ont juré de nous tuer si nous ne le faisons pas. » L'un de ses frères a indiqué que les membres de la famille étaient obligés d'aller à la messe tous les dimanches. « Nous devons prouver que nous sommes réellement catholiques », a-t-il expliqué<sup>28</sup>.

À Bambio (préfecture de Sangha-Mbaéré), une famille de musulmans au sens large est restée quand les autres ont fui, mais au prix d'une conversion. « Les anti-balaka nous ont dit d'aller à l'église, se souvient Abdoulaye A. Ils nous ont dit : "Si vous n'y allez pas, nous vous tuerons"<sup>29</sup>. »

À Guen, petite ville de la préfecture de Mambéré-Kadeï, plusieurs musulmans se sont convertis au christianisme dans des conditions similaires. Les milices anti-balaka y ont sommairement tué de nombreux musulmans en février 2014 et elles continuent à exercer un important pouvoir dans la région<sup>30</sup>.

« Les pressions pour obliger les gens à se convertir au christianisme sont énormes », a déclaré Adum Y., agriculteur à Guen. « Je connais au moins huit personnes qui se sont converties. Mais il n'y a qu'un Dieu, alors je ne vais pas me convertir : je suis musulman et je serai toujours musulman. » Adum a déclaré que certains des convertis étaient des chrétiens qui s'étaient antérieurement convertis à l'islam et qui se reconvertissaient<sup>31</sup>.

Des conversions forcées ont également été signalées à Balego et Boyballé, villages de la préfecture de Mambéré Kadeï. Un homme a indiqué qu'on ne l'avait pas obligé à se convertir par la violence mais qu'on l'avait menacé de sanctions financières s'il n'obtempérait pas. « Si vous refusez d'être baptisé, vous devez payer une amende », a déclaré Hassan I., 61 ans, qui a habité Balego jusqu'à tout récemment<sup>32</sup>.

---

<sup>28</sup> Propos recueillis par Amnesty International, 7 mai 2015.

<sup>29</sup> Propos recueillis par Amnesty International, Bambio, 9 mai 2015.

<sup>30</sup> Les milices anti-balaka ont tué au moins 72 musulmans à Guen, début février 2014. Voir Krista Larson, "70 Muslims killed in Central African Republic town", *Associated Press*, 24 février 2014 ; Human Rights Watch, *République centrafricaine : Des massacres perpétrés dans des villages reculés*, 3 avril 2014. Amnesty International s'est entretenue avec plusieurs habitants de Guen, y compris avec deux chefs de quartier, qui ont déclaré que les combattants armés anti-balaka détenaient encore un véritable pouvoir en ville et qu'ils tiraient profit de l'extraction des diamants dans cette zone. Propos recueillis par Amnesty International, Guen, 12 mai 2015.

<sup>31</sup> Propos recueillis par Amnesty International, Guen, 12 mai 2015.

<sup>32</sup> Propos recueillis par Amnesty International, Berberati, 10 mai 2015.

Dans certains villages où une très forte pression s'exerce, des musulmans ont pris le risque de rester musulmans tandis que d'autres se sont convertis par peur. Jean-Bosco N., agriculteur à Zalingo (préfecture de Lobaye), a déclaré à Amnesty International qu'il était devenu musulman en 1978, mais qu'en 2014 il s'était reconverti au christianisme. Il est devenu fidèle de l'Église baptiste parce qu'il avait peur des milices anti-balaka qui menaient des attaques dans la région : elles avaient tué plusieurs musulmans et détruit deux mosquées. Des dizaines d'autres personnes à Zalingo, dont la femme d'un homme assassiné, continuent de se considérer comme des musulmans.

## LA PRIERE ET D'AUTRES PRATIQUES RELIGIEUSES INTERDITES

De fait, il est partout interdit aux musulmans de prier. « Nous ne pouvons prier que seuls, chez nous, en secret », a déclaré Ali I., dans le village de Bania<sup>33</sup>. Cette affirmation, des dizaines d'autres musulmans l'ont faite à Amnesty International.

« Pour nous, il est de fait illégal de prier, a déclaré Abdou Y., à Mbaiki. Nous devons nous cacher, prier en vitesse et tout seul. Les prières collectives du vendredi sont impossibles<sup>34</sup>. » Certains musulmans ont affirmé qu'ils avaient même peur de prier chez eux, parce que si quelqu'un les voyait ils auraient des problèmes<sup>35</sup>.

Des musulmans ont également déclaré qu'ils ne pouvaient pas célébrer le ramadan ni d'autres fêtes religieuses parce qu'ils étaient menacés. Beaucoup ont fait part de l'angoisse terrible que généraient ces interdictions, car ils avaient l'impression de bafouer les grands principes de leur religion.

## AUTRES RESTRICTIONS PESANT SUR L'IDENTITE MUSULMANE

Les musulmans avec lesquels Amnesty International s'est entretenue ont décrit d'autres restrictions pesant sur eux sur la base de leur identité musulmane présumée. Par exemple, les habitants musulmans de plusieurs villages ont dit qu'on ne leur permettait pas de parler le fulbe, qui est la langue parlée par les Peulhs musulmans<sup>36</sup>. À la place, ils étaient censés parler le sango, langue nationale du pays, ou le gbaya, langue parlée par le groupe ethnique majoritaire du pays. Ces restrictions informelles ont été imposées par les milices anti-balaka semble-t-il avec le soutien apparent de la collectivité en général.

---

<sup>33</sup> Propos recueillis par Amnesty International, Bania, 8 mai 2015.

<sup>34</sup> Propos recueillis par Amnesty International, Mbaiki, 1<sup>er</sup> novembre 2014.

<sup>35</sup> Ils manquent aussi de tapis de prière, car ils les ont perdus lorsque leurs maisons ont été pillées. « J'ai mis un sac sur le sol pour prier », a dit un homme. Propos recueillis par Amnesty International, Guen, 12 mai 2015.

<sup>36</sup> Propos recueillis par Amnesty International à Guen, Bambio, Boboua, Gadzi et Boudjala, novembre 2014 et mai 2015.



« Ils m'ont menacé de me tuer si je ne parlais pas le gbaya », a déclaré un jeune musulman de Guen qui avait été pris en otage par les milices anti-balaka en février 2014. « J'ai fait de mon mieux pour le parler, alors que je ne l'ai jamais appris<sup>37</sup>. »

La pression obligeant les musulmans à rester invisibles concerne aussi les vêtements. Avant 2014, de nombreux musulmans étaient reconnaissables à leur calotte musulmane, et dans certains cas à leur ample boubou. Quant aux musulmanes, on les identifiait à leur foulard. Il est désormais quasiment impossible de porter ces vêtements traditionnels musulmans hors des enclaves protégées, sauf pour les non-musulmans.

« Si vous voyez quelqu'un porter des vêtements musulmans, ce sera un anti-balaka, a déclaré Adum Y. à Guen. Ce sont eux qui ont volé tous nos vêtements et maintenant ils les portent pour nous humilier<sup>38</sup>. » En diverses occasions, les délégués d'Amnesty International ont vu des membres des milices anti-balaka notoires porter des vêtements traditionnels musulmans, y compris des chefs vêtus de boubous façonnés.

Un musulman aisé qui vivait à Bangui a exprimé son opinion à Amnesty International : selon lui, la situation à Bangui s'était suffisamment améliorée pour qu'il puisse porter un boubou en ville dans certaines occasions, mais il ne se rendait que dans certaines zones ainsi vêtu<sup>39</sup>. À Bangui, d'autres musulmans ont déclaré que, lorsqu'ils sortaient de l'enclave PK5, ils prenaient soin de ne pas porter de vêtements musulmans identifiables, car ils avaient l'impression que cela les mettrait en danger.

Certains musulmans ont également expliqué à Amnesty International qu'ils avaient pris des noms chrétiens et qu'ils les utilisaient avec toute personne étrangère à leur cercle d'amis fiables ou à leur famille. À Guen, Adum Y. a déclaré qu'il demeurerait musulman, mais qu'il n'avait révélé son identité qu'à quelques musulmans<sup>40</sup>. Ailleurs, un musulman du nom d'Issa avait transformé son nom en Jésus<sup>41</sup>.

À Bambio, un musulman converti au christianisme a déclaré que son prénom musulman lui avait causé des problèmes et qu'il envisageait d'en changer<sup>42</sup>. Il a ajouté que le chef du quartier où il vivait, le quartier Haoussa, allait probablement changer le nom de ce quartier en raison de la pression exercée par les anti-balaka.

---

<sup>37</sup> Propos recueillis par Amnesty International, Guen, 11 mai 2015.

<sup>38</sup> Propos recueillis par Amnesty International, Guen, 12 mai 2015.

<sup>39</sup> Propos recueillis par Amnesty International, Bangui, 18 mai 2015. En outre, Amnesty International a rencontré, à Carnot, un négociant en diamants qui portait le boubou : il ne se trouvait pas dans l'enclave protégée mais tout de même juste à côté de la porte de la base de la MINUSCA.

<sup>40</sup> Propos recueillis par Amnesty International, Guen, 12 mai 2015.

<sup>41</sup> Propos recueillis par Amnesty International, Mambele, 8 mai 2015.

<sup>42</sup> Propos recueillis par Amnesty International, Bambio, 9 mai 2015. Cet homme a dit que des malfaiteurs anti-balaka de la zone de Boda l'avaient physiquement menacé à de nombreuses reprises.

Toutes ces restrictions aboutissent à l'élimination de l'identité musulmane. « Notre communauté n'a plus d'existence », a déclaré une femme à Gadzi<sup>43</sup>. Un autre homme a été plus concret : « Nous ne pouvons pas prier ensemble ; nous ne pouvons pas nous réunir : nous devons nous cacher<sup>44</sup> ».

## DESTRUCTION DES MOSQUÉES

Outre les massacres, les tueries sectaires et le nettoyage ethnique à grande échelle, la destruction des mosquées du pays est l'un des signes les plus évidents de la violence de l'animosité confessionnelle. Ville après ville, village après village, des mosquées ont été pillées, vandalisées, détériorées ou détruites début 2014 tandis que la population musulmane était chassée. Certains estimaient à plus de 400 le nombre des mosquées détruites<sup>45</sup>.

Amnesty International a vu des mosquées partiellement ou totalement détruites dans des villes et des villages de toute la République centrafricaine, notamment à Bangui, Yaloké, Bosemptélé, Boali, Boali Poste, Bossembélé, Baoro, Bouar, Zawa, Mbaiki, Boboua, Bomandoro, Boudjoula, Zalingo, Bogueré, Bambio, Mambélé, Balego, Bania, Yamando, Berberati, Carnot, Irmabaro, Zaorosongou, Guen et Gadzi<sup>46</sup>. Dans plusieurs villes, plus d'une mosquée avait été détruite<sup>47</sup>. Au total, au cours de leurs missions de novembre 2014 et mai 2015 dans ce pays, les chercheurs d'Amnesty International ont vu plus de 50 mosquées endommagées ou détruites.

Dans les cas les plus extrêmes, les mosquées ont été transformées en tas de pierres. Il n'y a maintenant presque plus de traces de la mosquée qui s'élevait dans la rue principale de Bimbo, ville de la périphérie de Bangui, ou de celle de Fouh, quartier de Bangui : seules leurs fondations demeurent. De nombreuses autres mosquées n'ont plus de toit, il ne reste que les murs, mais ils sont défigurés par des graffitis anti-musulmans. Aucune mosquée à l'extérieur des enclaves protégées n'a échappé au saccage à grande échelle : les corans et autres textes religieux ont disparu, de même que les objets servant au rituel, les tapis de prière et les portes de bois.

Il est en outre préoccupant de constater que les attaques contre des mosquées se poursuivent dans certaines zones. À Zaorosongou, à l'est de Carnot, les milices anti-balaka ont gravement endommagé une mosquée début avril 2015. Alors même que tous les musulmans de Zaorosongou avaient fui la ville un an auparavant, ses habitants ont déclaré

---

<sup>43</sup> Propos recueillis par Amnesty International, Gadzi, 11 mai 2015.

<sup>44</sup> Propos recueillis par Amnesty International, Bania, 8 mai 2015.

<sup>45</sup> "US envoy: Nearly every CAR mosque destroyed in war", Al Jazira, 18 mars 2015.

<sup>46</sup> Amnesty International s'est rendue dans ces villes lors de différentes missions en 2014 et 2015.

<sup>47</sup> Par exemple, les trois mosquées de Mbaiki ont été pillées ou endommagées. Auparavant, il y avait 11 mosquées à Carnot (préfecture de Mambéré-Kadeï) ; une seule continue de fonctionner.

que les milices anti-balaka de la région craignaient que les musulmans ne reviennent ; détruire la mosquée c'était leur envoyer un message dissuasif. Le schéma est similaire à Bania : les quelques musulmans qui s'y sont maintenus après la destruction de la mosquée début 2015 ont déclaré que les anti-balaka avaient rasé la mosquée dans l'idée d'empêcher d'autres musulmans de revenir<sup>48</sup>. Dans plusieurs zones, les musulmans ont déclaré qu'ils craignaient que l'on ne réussisse à faire revenir chez elles des communautés plus importantes de musulmans, car cela entraînerait d'autres détériorations et destructions de mosquées locales.

Excepté à Bangui et Carnot, aucune mosquée endommagée ou détruite n'a été remise en état ou reconstruite. Dans tous les villages et toutes les villes de l'ouest de la République centrafricaine où des musulmans se sont maintenus, ceux-ci ont souligné qu'on ne leur permettait même pas d'envisager de réparer les dégâts. D'ailleurs, à Gadzi, une femme a déclaré à Amnesty International que des membres de la milice anti-balaka locale l'avaient menacée verbalement, simplement parce qu'elle avait essayé d'entrer dans les décombres de la mosquée de la ville<sup>49</sup>.

À l'exception des quelques enclaves protégées, les mosquées à l'ouest de la République centrafricaine sont en grande partie vides, témoignage muet de la destruction des communautés musulmanes. Mais dans certains endroits, leur usage a été modifié. À Balego, ville proche de Berberati, Amnesty International a constaté qu'une mosquée avait été transformée en église évangélique<sup>50</sup>. Dans une autre ville de la même région, les bureaux d'une association locale occupaient une mosquée<sup>51</sup>.

Il y a aussi des démarches plus encourageantes : dans au moins deux villes, des mosquées partiellement détruites ont été remises en état d'accueillir des offices religieux. Ce sont Bangui et Carnot. La première restaurée a été la mosquée Al Hatab à Carnot, l'une des 11 mosquées de la ville, qui toutes ont été pillées et endommagées fin janvier et début février 2014. La mosquée Al Hatab n'était pas une mosquée importante de Carnot, mais il a été décidé de la remettre en état parce qu'elle jouxte l'église qui a offert une protection aux musulmans menacés ; cette zone est devenue de fait l'enclave musulmane de la ville<sup>52</sup>. Depuis la mi-octobre 2014, cette mosquée rouvre pour la prière du vendredi.

À Bangui, où quelque 33 mosquées ont été détruites, deux ont récemment rouvert à l'extérieur de l'enclave musulmane PK5. (Il y a, dans l'enclave PK5, cinq mosquées qui ont

---

<sup>48</sup> À Bania, des musulmans ont dit qu'outre l'hostilité religieuse, d'importantes mesures économiques avaient été prises pour empêcher les retours à grande échelle : les chrétiens de la région, notamment les anti-balaka, se sont emparés de toutes les maisons de prix qui appartenaient antérieurement à des musulmans.

<sup>49</sup> Propos recueillis par Amnesty International, Gadzi, 11 mai 2015.

<sup>50</sup> Propos recueillis par Amnesty International, Balego, 9 mai 2015.

<sup>51</sup> Propos recueillis par Amnesty International, Bambio, 6 novembre et 9 mai 2015.

<sup>52</sup> L'enclave et la mosquée se trouvent également juste en face de la base où stationnent les troupes de la MINUSCA.

été protégées des attaques pendant la période d'épuration ethnique la plus intense, mais toutes les mosquées situées à l'extérieur ont été endommagées ou détruites à un moment ou à un autre pendant les violences.) La mosquée Lakouanga, située dans le deuxième arrondissement, a été la première à rouvrir alors qu'elle avait subi des dommages importants en mai 2014. Les rénovations ont été conduites par une commission formée de chrétiens et de musulmans de ce quartier, où les relations intercommunautaires sont depuis longtemps harmonieuses. (La mosquée avait été détruite à la suite de l'attaque, en avril 2014, de l'église Fatima par une foule étrangère au quartier.) L'ambassade de France est l'un des donateurs qui ont financé sa reconstruction<sup>53</sup>.

La mosquée a rouvert le 24 avril 2015 pour la prière du vendredi, mais avec un toit relativement fragile. Quand Amnesty International s'y est rendue fin mai 2015, les travaux de reconstruction se poursuivaient.

« Depuis sa réouverture, il y a, tous les vendredis une immense foule ici, a déclaré Issa Nimaga, membre du comité exécutif de la mosquée. Les gens prient même dans la rue en face de la mosquée<sup>54</sup>. »

La mosquée Kina, située dans le troisième arrondissement, a également rouvert pour la prière du vendredi, alors même qu'il ne s'agit que d'un abri provisoire fait de bois et couvert d'une bâche goudronnée. L'imam a déclaré que la construction d'une structure plus durable était en projet<sup>55</sup>.

Dans le deuxième arrondissement, une troisième mosquée, la mosquée Yapélé, petite et ornée, a été nettoyée en vue de sa restauration. Un groupe de musulmans et de chrétiens, dont des clercs protestants et catholiques, ont retiré ensemble les gravats et nettoyé les locaux<sup>56</sup>. Comme les murs de la mosquée sont encore debout, ils espèrent pouvoir reconstruire prochainement le toit, bien qu'il soit difficile à Bangui de se procurer des matériaux pour les toits.

Dans de nombreuses zones, il est clair que les mosquées continuent d'être un point de friction entre les communautés. À plusieurs reprises, quand un représentant d'Amnesty International prenait des photos des mosquées détruites, des gens du quartier en profitaient pour exprimer leurs sentiments sur les musulmans qui avaient fui. À Poto-Poto, par exemple, ancien quartier musulman de Berberati ayant subi de gros dégâts début 2014, des gens en colère criaient : « Nous n'avons pas de mosquées ici. C'est l'Afrique centrale ! Nous n'avons

---

<sup>53</sup> Ambassade de France à Bangui, « À Bangui, l'ambassade de France s'associe à la reconstruction de la Mosquée de Lakouanga », 15 juin 2015 (l'ambassade a déclaré qu'elle participerait à la reconstruction à hauteur de 10 000 euros).

<sup>54</sup> Propos recueillis par Amnesty International, Bangui, 18 mai 2015.

<sup>55</sup> Propos recueillis par Amnesty International, Bangui, 19 mai 2015.

<sup>56</sup> Propos recueillis par Amnesty International, Bangui, 18 mai 2015.

besoin ni de mosquées ni de musulmans<sup>57</sup> ! »

## AUTRES ÉPREUVES

### PERTE DU LOGEMENT

La Séléka et les combattants anti-balaka ont tous deux pillé et détruit des milliers de maisons<sup>58</sup>. Quand les anti-balaka ont expulsé les musulmans de la plupart des régions du pays début 2014, ils ont détruit leurs maisons par vengeance et pour être sûrs que ces musulmans ne reviendraient pas. Mais parfois au lieu de les détruire, ils s'en sont emparés à titre de butin de guerre. Dans certaines régions, la population locale continue à s'emparer des maisons où logeaient des musulmans, dans certains cas, avec la complicité présumée des autorités locales<sup>59</sup>. Des considérations économiques incitent donc les personnes qui occupent des maisons de musulmans à décourager ces derniers de revenir.

Amnesty International a constaté que de nombreux musulmans vivant à l'extérieur des enclaves protégées s'entassaient dans des maisons partiellement détruites et peu ou pas équipées (par exemple de lits) ou partageaient ces espaces avec d'autres familles.

### RESTRICTIONS A LA LIBERTE DE MOUVEMENT ET CAPACITE DE TRAVAILLER ET DE GAGNER SA VIE

La liberté de circuler des musulmans, qu'ils vivent dans les enclaves protégées ou à l'extérieur, est gravement entravée, ce qui a un impact terrible sur leur capacité à travailler et à gagner de l'argent. De nombreux musulmans ont déclaré que les milices anti-balaka locales les connaissaient et ne leur créeraient pas de problèmes, mais qu'ils ne pouvaient pas sortir sans risques de ces zones circonscrites<sup>60</sup>. La plupart pouvaient travailler dans les champs

<sup>57</sup> Visite du quartier de Poto-Poto à Berberati, 10 mai 2015.

<sup>58</sup> Voir par exemple, Amnesty International, *République centrafricaine. Nettoyage ethnique et tueries intercommunautaires* (AFR 19/004/2014).

<sup>59</sup> Voir Norwegian Refugee Council, *Housing, land and property challenges for displaced people*, 13 avril 2015 ; Norwegian Refugee Council, *Displacement and Housing, Land and Property Rights in the Central African Republic*, décembre 2014.

<sup>60</sup> À l'exception des lieux comme les enclaves où les musulmans sont protégés par les casques bleus, dans l'ouest de la République centrafricaine, les musulmans ne peuvent rester dans leur ville ou leur village d'origine que si les combattants anti-balaka le leur permettent. Par conséquent, dans ces zones les musulmans craignent principalement les combattants anti-balaka qui viennent d'ailleurs. Propos recueillis par Amnesty International dans de nombreux villages et villes de l'ouest de la République centrafricaine, novembre 2014 et mai 2015.

jouxtant leur village dans un minimum de sécurité, mais ils ne pouvaient pas se déplacer au-delà pour travailler dans les mines de diamants ou faire le commerce de ces pierres précieuses, alors qu'avant la crise les musulmans exerçaient couramment ce type d'activité.

En outre, de nombreux commerces et entreprises qui appartenaient auparavant à des musulmans ont été accaparés par des chrétiens.

Il y a toutefois certains signes encourageants. Protégés par la présence de la MINUSCA, les musulmans de Carnot, Berberati et Boda (villes où stationnent des troupes de la MINUSCA) réussissent de plus en plus à s'aventurer hors de leurs enclaves, mais les progrès sont lents. À Berberati en particulier, un groupe de 92 musulmans a récemment quitté l'enclave pour s'installer dans le quartier de Poto-Poto. Il s'agit d'une première<sup>61</sup>. À Boda, les musulmans étendent leurs contacts géographiques et sociaux avec la population chrétienne, malgré la persistance de tensions importantes.

## CONCLUSION

Les petits groupes de musulmans qui ont réintégré des villes et des villages à majorité chrétienne de l'ouest de la République centrafricaine constituent un baromètre capital. La manière dont ils sont traités, que ce soit en bien ou en mal, a d'importantes répercussions sur l'ensemble de la population musulmane du pays. Si leur situation s'améliore – si leurs droits fondamentaux sont respectés – d'autres musulmans les rejoindront.

La réintégration des communautés musulmanes dans les zones de la République centrafricaine ayant été soumises au nettoyage ethnique constitue un objectif important et valable. Les efforts des musulmans pour réintégrer les villes et villages de l'ouest de la République centrafricaine doivent être encouragés et soutenus par le gouvernement centrafricain, la mission des Nations unies en République centrafricaine et l'ensemble de la communauté internationale.

---

<sup>61</sup> Bureau des Nations unies pour la Coordination des Affaires humanitaires, République centrafricaine : Le Coordonnateur humanitaire salue le retour de déplacés vers leurs domiciles à Berberati, 15 juillet 2015. Propos recueillis au téléphone par Amnesty International auprès de membres du comité exécutif des personnes déplacées, Berberati, 17 juillet 2015.

# RECOMMANDATIONS

Pour que les musulmans puissent vivre en toute sécurité dans les régions dont les communautés musulmanes ont été expulsées en 2014 et puissent pratiquer leur religion ouvertement et sans obstacle, Amnesty International émet les recommandations spécifiques qui suivent<sup>62</sup>.

Recommandations au gouvernement de la République centrafricaine :

- Prendre, en collaboration avec les forces de maintien de la paix des Nations unies, des mesures immédiates et significatives pour améliorer la sécurité dans tout le pays, créer les conditions nécessaires au retour volontaire, durable et sûr des musulmans réfugiés à l'étranger ou déplacés à l'intérieur du pays, dans les logements dont ils ont été expulsés ou qu'ils ont fui.
- Ouvrir des enquêtes sur les allégations de crimes de droit international commis en République centrafricaine et octroyer des réparations aux victimes de ces crimes.
- Redoubler d'efforts pour réconcilier les différentes communautés religieuses du pays et aider les musulmans à réintégrer les communautés dont ils ont été expulsés.
- Aider à financer, dans la limite des ressources disponibles, la reconstruction des mosquées endommagées ou détruites.
- Ordonner aux autorités locales, comme les préfets et sous-préfets, de faire de la réconciliation une priorité, notamment en organisant des assemblées des communautés pour négocier le retour en toute sécurité des musulmans expulsés.
- S'efforcer, dans la limite des ressources disponibles, de reconstruire, dans la transparence et l'équité, les nombreuses maisons endommagées ou détruites en République centrafricaine afin de procurer des abris aux personnes déplacées et aux réfugiés qui reviennent.
- Prendre, dans la transparence et l'équité, des mesures permettant de résoudre les problèmes d'occupation et de propriété de biens immobiliers qui empêchent les musulmans de revenir et de garantir pleinement leur droit à un logement et à des biens, notamment par la restitution des logements illégalement revendiqués.

Recommandations à la MINUSCA, notamment aux forces de maintien de la paix :

- Prendre des mesures plus énergiques pour rétablir la sécurité dans toutes les régions du pays et ôter leur pouvoir aux milices et groupes armés, notamment aux

---

<sup>62</sup> Ces recommandations sont censées compléter les recommandations détaillées émises par Amnesty International dans ses rapports récents sur la nécessité de lutter contre l'impunité et de demander des comptes aux responsables de crimes graves. Voir, en particulier, Amnesty International, *République centrafricaine. L'impunité alimente la violence* (AFR 19/011/2014) ; Amnesty International, *République centrafricaine. Il est temps de rendre des comptes* (AFR 19/006/2014).

24 Identité effacée:  
Les musulmans dans les zones de la République centrafricaine soumises au nettoyage ethnique

milices anti-balaka qui opèrent dans presque tout l'ouest de la République centrafricaine.

- Reconnaître, au-delà des enclaves musulmanes protégées, l'existence des groupes de musulmans rentrés dans leurs communautés d'origine et répondre à leur besoin accru de protection.

Recommandations aux Nations unies et aux États donateurs :

- Soutenir les efforts de réconciliation visant à rétablir les liens intercommunautaires, notamment les initiatives mobilisant les communautés d'éleveurs menacées.
- Soutenir financièrement la reconstruction des mosquées endommagées ou détruites.
- Soutenir financièrement les projets de réparation et de reconstruction du parc de logements du pays.





**IDENTITÉ EFFACÉÉ:**  
**LES MUSULMANS DANS LES ZONES DE**  
**LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**  
**SOUMISES AU NETTOYAGE ETHNIQUE**

[amnesty.org](http://amnesty.org)

Index: AFR 19/2165/2015  
Juillet 2015

**AMNESTY**  
**INTERNATIONAL**

